

MOTION 8 MARS

Cette année le 8 mars s'inscrit à nouveau dans un contexte particulier : les offensives réactionnaires de la manif pour tous contre la PMA et le droit à l'avortement voté récemment par le Sénat ; mais également dans un contexte de mouvement social sur la question des retraites et de l'éducation. Ces mobilisations doivent permettre non seulement de gagner sur les revendications des jeunes et des salariées. La date historique du 8 mars doit pouvoir porter les revendications claires tel que le droit des femmes à disposer librement de leur corps et de leur sexualité afin de faire avancer leurs droits sur de nombreux aspects dans notre société. Effectivement, un mouvement social fort et victorieux fait avancer les consciences sur cette question de société et met en lumière des revendications progressistes à ce sujet.

Cela est d'autant plus nécessaire que les réformes en cours, sur les retraites et la Loi Pluriannuelle de Programmation de la Recherche (LPPR), touchent prioritairement les femmes.

De fait, prendre en compte l'entièreté de la carrière pour le calcul des pensions nuit gravement aux femmes, dont les carrières sont bien souvent discontinues à cause des temps partiels et des congés maternités, les exposant encore davantage à la précarité en tirant les pensions vers le bas. Cela renforce la dépendance des femmes envers leurs maris (qui ont de meilleurs salaires et retraites). C'est pour cela que l'UNEF revendique un salaire égalitaire permettant ainsi de faciliter l'indépendance matérielle et financière des femmes.

Cette réforme accentue la précarité tout au long de la vie auxquelles les femmes sont davantage confrontées de par les différences de salaire, la maternité et l'ensemble des freins que la société patriarcale crée.

D'autre part, le rapport LPPR, en généralisant le recours aux appels à projet pour financer la recherche, la soumet davantage aux grandes entreprises. Elle menace donc la survie de filières jugées moins rentables, comme les sciences humaines et sociales, dans lesquelles les femmes sont majoritairement présentes.

C'est pourquoi nous appelons aux rassemblements, manifestations et actions qui auront lieu partout en France. L'UNEF soutiendra les initiatives du 8 mars dans la recherche via des outils afin de lutter contre les différents aspects de cette réforme. Non seulement sur les revendications féministes de tout temps, mais aussi spécifiquement sur les répercussions qu'elles auront.